



Polémia

Le peuple français est sur l'Aventin

 polemia.com/le-peuple-francais-est-sur-laventin/

Etienne Lahyre

♦ 57.4% d'abstentions : c'est presque le seul chiffre à retenir des dernières élections législatives, tant celles-ci sont devenues sans intérêt. Le peuple français a, sans surprise, donné une majorité au nouveau président de la République, comme il le fait systématiquement depuis 2002, date depuis laquelle les élections législatives se tiennent un mois et demi après le premier tour de l'élection présidentielle.

Rappelons que ce calendrier est la conséquence de trois décisions :

- **la dissolution de l'Assemblée nationale par Chirac en avril 1997 (les élections législatives devaient avoir lieu en mars 1998) ;**
 - **l'adoption du quinquennat par référendum en septembre 2000 ;**
 - **l'inversion du calendrier électoral initiée par Lionel Jospin au début de 2001 : une loi organique avait décalé les élections législatives après l'élection présidentielle de 2002.**
-

Les institutions de la Ve République se trouvent ainsi durablement bouleversées : jusqu'à la fin des années 1990, les élections législatives permettaient au peuple de juger la politique du président de la République et du gouvernement. Seules les élections locales, pourtant sans lien avec la politique nationale, lui donnent, par défaut, cette possibilité.

2017 : retour en 2007

La campagne législative de 2017 a présenté de nombreuses similitudes avec celle de 2007 :

- Un président nettement élu sur un discours de rupture avec les politiques menées avant lui et avec le style de ses prédécesseurs ;
- Des médias acquis au discours libéral et « diversitaire », et au style américain du nouvel élu ;
- Des oppositions sonnées par leur défaite à la présidentielle qui remettent en cause leurs chefs et leur ligne politique ;
- Des sondages révélant une dynamique forte pour le parti présidentiel et pronostiquant unanimement sa victoire

écrasante/

Et les résultats de chacun des tours sont tout aussi semblables :

- Des candidats du parti présidentiel largement en tête dans la quasi-totalité des circonscriptions, parfois prêts à s'emparer de fiefs historiques de l'opposition (à titre d'illustration : en 2007, l'UMP était en tête à La Courneuve ; en 2017, la République en Marche est en tête dans le XVI^e arrondissement et à Neuilly) ;
- Le FN en déroute au premier tour (-6 points par rapport à son résultat à la présidentielle de 2007 ; -8 points en 2017) ;
- Des sondages réalisés le lendemain du premier tour donnant en moyenne 450 députés au parti présidentiel ;
- Une abstention qui augmente d'un tour à l'autre (+0.5 points en 2007 ; +6 points en 2017) ;
- Un ressac national très net qui conduit le parti présidentiel à perdre une centaine de circonscriptions dans lesquelles il était en position très favorable : en 2007, la gauche avait fait élire plus de députés que la droite au second tour (l'UMP obtenant néanmoins une majorité grâce aux 108 sièges gagnés dès le premier tour) ; en 2017, la République en Marche perd de nombreux duels en raison de mauvais reports de voix tant de gauche que de droite, et de la démobilisation de son électorat propre.

La bourgeoisie française macronisée

Le PS était en progrès constants dans la plupart des circonscriptions comprenant des centres-villes depuis la fin des années 1990. La première circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg) et la deuxième circonscription de Gironde (Bordeaux), tenues par la droite depuis 1958, sont des illustrations représentatives de l'évolution électorale de ces territoires : la première fut gagnée par la gauche (Catherine Trautmann) en 1997, la seconde en 2007 (Michèle Delaunay). Elles ont toutes deux voté très largement (60% et 63,5%) en faveur de candidats macronistes. La très grande majorité des circonscriptions au profil sociologique similaire en ont fait, sans surprise, de même, la République en Marche s'étant substituée au PS aux yeux de cet électorat.

Moins prévisible était le triomphe des macronistes dans des fiefs de la bourgeoisie traditionnelle. Et ce succès fut pourtant éclatant.

Le centre et la droite comptaient, après les élections législatives de 2012 qui lui avaient été peu favorables, 8 députés dans le Var (sur 8 sièges), 9 dans les Yvelines (12 sièges) et 8 dans les Hauts-de-Seine (13 sièges) ; après le dernier scrutin, ils doivent se contenter de 2 sièges dans le Var, 1 dans les Yvelines, 2 dans les Hauts-de-Seine (dont le macroniste Thierry Solère).

Ces résultats attestent d'une réussite incontestable d'Emmanuel Macron : l'unification de la bourgeoisie française autour de sa personne et de sa ligne politique.

Ainsi dans les Yvelines, les candidats LR-UDI perdent-ils entre 11 et 25,5 points au premier tour entre 2012 et 2017 ; en voix, ce différentiel est encore plus large en raison de l'abstention massive. Et au second tour, ils perdent entre 6 et 21 points. Deux exceptions significatives sont à relever : elles concernent les circonscriptions de Mantes-la-Jolie et de Trappes. Les candidats LR font mieux face à leurs adversaires LREM en 2017 que face aux candidats PS en 2012 : dans ces circonscriptions à forte population immigrée, les reports de voix de gauche sur les candidats macronistes ont été particulièrement médiocres, l'abstention ayant quant à elle davantage progressé qu'au niveau national.

Mais si l'on considère les circonscriptions les plus bourgeoises (Le Chesnay ou Saint-Germain-en-Laye, dans lesquelles François Fillon arrivait nettement en tête avec 39 et 31,2% des voix), les macronistes étrillent largement leur adversaire LR, pourtant bien implanté. Dans la circonscription de Rambouillet, Jean-Frédéric Poisson,

parlementaire particulièrement actif et présent, n'obtient que 35,5% face à la néo-macroniste Aurore Bergé, parfait symbole de l'arrivisme forcené, épigone de Nathalie Kosciusko-Morizet.

Le vote Macron est d'abord un vote de classe : celui de la bourgeoisie mondialisée, qui a rompu avec l'idéal et l'éthique qui constituaient les fondements de la légitimité de l'aristocratie d'antan ; selon Ortega y Gasset (*La Révolte des masses*), la noblesse se définissait par les exigences qu'elle nous imposait et qu'elle s'imposait ; par des obligations (« Noblesse oblige » dit l'adage), non par des droits. A contrario, l'homme de la masse était caractérisé par la haine de tout ce qui n'était pas lui-même ; incapable d'émerveillement ou de respect, l'homme de la masse était « l'enfant gâté de l'histoire humaine ». Or toutes ces attitudes mentales sont désormais plus caractéristiques des niveaux supérieurs de la société que des niveaux inférieurs ou médians. Cette tendance s'accroît au fur et à mesure que les inégalités entre les « manipulateurs de symboles » (Robert Reich) et le reste de la société se développent.

Plus d'un candidat macroniste sur huit travaille dans le domaine du « conseil », hétéroclite et souvent fumeux. Les performances désastreuses de certains candidats lors des débats organisés avant le premier tour, le refus de participer aux débats de second tour, motivé par une incompétence crasse et une méconnaissance de leur terre d'élection, n'ont souvent pas dissuadé les électeurs dans les circonscriptions où le vote est le plus dépersonnalisé.

La droite et le centre aux abois

Le deuxième tour des élections législatives est contrasté pour la droite et le centre. Aux résultats inquiétants obtenus dans les circonscriptions bourgeoises, s'ajoute la disparition presque totale du paysage politique dans le sud et le sud-ouest. En Languedoc-Roussillon, LR et UDI sont partout évincés du second tour, au profit du FN, à l'exception de la circonscription unique de la Lozère, remportée par le député sortant Morel-A-L'Huissier. C'est dans ses bastions traditionnellement modérés (Lozère, Haute-Loire, Cantal) que la droite tient le mieux, ainsi que dans les circonscriptions rurales de l'est (Ardennes, Aube, Vosges ; ainsi que les circonscriptions alsaciennes hors agglomérations strasbourgeoise et mulhousienne).

Dans ces circonscriptions rurales et marquées par un fort vote FN à la présidentielle, la tradition politique et l'implantation des députés sortants ont beaucoup joué. En revanche, dans ses anciens bastions de l'ouest (Vendée, Maine-et-Loire, Mayenne), la droite est en perdition. Ce sont les questions se rapportant à la mondialisation et à l'avenir qui diffèrent considérablement entre la France anciennement industrielle de l'est et la façade atlantique. Ceci est d'autant plus inquiétant pour elle que c'est à l'ouest que l'abstention a le plus progressé entre les deux tours, révélant de mauvais reports de gauche sur les candidats macronistes, sans pour autant remettre en cause leur victoire finale.

Rappelons que la droite et le centre comptaient 394 députés en 2002, 343 en 2007, 225 en 2012, contre seulement 136 désormais, parmi lesquels de nombreux « macronistes du lendemain ». Des personnalités de valeur, telles Thierry Mariani, Jean-Frédéric Poisson, Jacques Myard ou Nicolas Dhuicq, ont été battues. Plusieurs proches de François Fillon (Jérôme Chartier, Isabelle Le Callenec, Serge Grouard) ont subi le même sort. Et si l'on excepte quelques jeunes parlementaires comme Guillaume Larrivé ou Julien Aubert, la relève à droite ne semble guère assurée.

Du PCF à la France insoumise : de l'ouvrier à l'immigré

Avec un score cumulé de 13,7% au premier tour, les communistes et leurs successeurs réalisent leur meilleure performance depuis les élections législatives de 1981.

Le PCF conserve ou retrouve des bastions de toujours : 3 élus en Seine-Maritime, 2 dans le Nord à Marchiennes et Saint-Amand-les-Eaux (circonscriptions communistes depuis 1962 !), 2 en Seine-Saint-Denis (mais sous bannière commune PCF/France insoumise), un élu dans le Puy-de-Dôme et l'Allier.

Quant à la France insoumise, à l'exception de deux députés dans l'Ariège, elle obtient la plupart de ses élus dans les zones urbaines, souvent à forte population immigrée : 6 élus en Seine-Saint-Denis, dans les circonscriptions les plus islamisées, 2 élus à Lille, dans des circonscriptions socialistes depuis plus de 40 ans ; un élu à Paris, Marseille (Mélenchon) ou Montpellier.

PCF et France insoumise ont deux électors différents : l'un souvent populaire, de souche, et âgé ; l'autre composé majoritairement de jeunes gauchistes ou issus de l'immigration.

Les élus de la France insoumise sont semblables à leurs électeurs : souvent issus de la nébuleuse associative et du secteur public ou para-public, ils ne représentent plus les « masses laborieuses ». Adieu les Maxime Gremetz, Muguette Jacquaint ou Patrice Carvalho, députés ouvriers du PCF. Ce dernier, battu au premier tour dans sa circonscription de l'Oise, est même l'antithèse de l'image que veut donner la France insoumise : arrivé en bleu de travail dans l'hémicycle en 1997, il a voté contre la loi Taubira en 2013, ce qui équivaut désormais à un délit de blasphème. Patrice Carvalho n'est plus député, Danièle Obono l'est devenue ; voilà les successeurs des communistes passés du monde ouvrier aux « indigènes de la République ». Il y avait 44 ouvriers et employés élus à l'Assemblée nationale en 1978, il n'y a plus un seul député ouvrier en 2017.

FN : d'un premier tour catastrophique aux victoires en trompe-l'œil

Avec 13,2% des exprimés et 600.000 voix de moins par rapport en 2012, le FN réalise un premier tour des plus médiocres. Éliminé dans des circonscriptions emblématiques (Vitrolles, Cavaillon, Cannes...), avec la plupart de ses responsables en mauvaise posture, le parti de Marine Le Pen semblait finir la séquence électorale de l'année 2017 à bout de souffle. Une semaine plus tard, en raison d'une conjonction de facteurs qui tiennent pour la plupart plus aux circonstances qu'à ses mérites propres, le FN parvient à faire élire plus de députés qu'en 45 ans d'existence (exception faite des 35 élus au scrutin proportionnel de 1986).

A titre liminaire, relevons que l'augmentation très nette du taux d'abstention, ainsi que les différentiels de mobilisation entre les deux tours selon les familles politiques, encore plus prononcés qu'à l'habitude, rendent l'analyse singulièrement périlleuse.

Essayons de dégager quelques constantes :

A l'instar des candidats UMP de 2007, les macronistes ont souvent gagné peu de voix entre les deux tours en cas de duel avec un candidat PS, LFI, LR-UDI. Cette observation se vérifie, par exemple, dans des circonscriptions où l'élection semblait jouée d'avance. La démobilisation de l'électorat macroniste, très nette, a parfois même conduit certains candidats LRM à obtenir moins de voix qu'au premier tour, ce qui est du jamais vu dans le cadre d'un duel (voir par exemple : les 5e, 12e et 14e circonscriptions de Paris).

D'autres ont perdu face à des élus socialistes qu'ils devançaient pourtant nettement à l'issue du premier tour (8e de Haute-Garonne, 1re de la Loire : les candidats macronistes y sont battus d'extrême justesse alors qu'ils avaient plus de quinze points d'avance au premier tour) ; idem face à des candidats LFI (3e de Gironde, 2e du Calvados). Comme en 2007, la volonté d'atténuer la victoire du président de la République et la démobilisation se sont

conjuguées, faisant basculer une centaine de circonscriptions dans l'escarcelle des oppositions.

C'est dans ce mouvement que s'inscrivent les victoires frontistes. Le tableau ci-dessous permet, par ailleurs, d'identifier un certain nombre d'éléments communs à la plupart de ces succès ; ceux-ci sont sans surprise :

- L'électorat est plus modeste et moins diplômé ;
- Marine Le Pen était majoritaire dans les 8 circonscriptions concernées au second tour de la présidentielle ;
- L'abstention progresse moins qu'au niveau national ;
- Le FN gère une municipalité ou/et dispose d'élus départementaux dans cinq circonscriptions sur huit.

Circonscription	Age moyen/ Revenu méd./ % diplômés enseignement sup.	Progress. abstention entre les 2 tours	Score FN 1 ^{er} tour / Score LRM 1 ^{er} tour	Elus municip./ départem. FN	Score MLP présid. T2	Score FN Législ. T2
France entière	41,2 ans 20150 euros 29,8%	+6.1	.		34	
19 ^e Nord	37,9 ans 15296 euros 16%	5,5	33.2 - 18.1	Non	58,3	55,4
3 ^e Pas-de- Calais	38,6 ans 14330 euros 13%	4,9	31,3 - 20,5	2 conseillers départ., dont le député élu	58,7	52,5
10 ^e Pas de Calais	39,2 ans 15896 euros 15%	4,6	31,3 - 20,5	Non	59,8	52,5
11 ^e Pas-de- Calais	38 ans 15608 euros 15%	3	46 - 16,4	1 maire - 4 conseillers département.	58,2	58,6
12 ^e Pas-de- Calais	37,6 ans 16062 euros 16%	4,4	35,5 - 20,8	2 conseillers département.	60,5	55,1
2 ^e Gard	40,8 ans - 19028 euros - 24%	1,6	32,3 - 32,2	Député sortant - 2 conseillers département.	50,9	50,3
6 ^e Hérault	43 ans - 15970 euros - 20%	2	35,4 - 24,7	1 maire - 6 conseillers département.	51,6	53,5
2 ^e Pyrénées- orientales	43,8 ans - 17554 euros - 20%	3,5	30,8 - 29,1	Non	52	50,6

Ces mauvais reports sur ces territoires tiennent à deux facteurs :

- *un facteur national*, déjà évoqué : la victoire de Macron aux législatives était acquise ; et l'élection d'un député FN est regardée comme dépourvue d'impact sur la situation nationale. Le comportement électoral est tout à fait différent si l'on se situe dans le cadre de la conquête d'un exécutif local, par exemple. Ainsi, lors des élections régionales de 2015 avaient obtenu au premier tour sur la commune d'Avion :

- Marine Le Pen : 2.800 voix
- PCF : 2.100 voix
- PS+Verts : 900 voix
- Xavier Bertrand UMP : 470 voix.

et au second tour (marqué par une participation en hausse de 4 points) :

- Marine Le Pen : 3.100 voix
- Xavier Bertrand : 3.600 voix.

Les candidats FN avaient ainsi beaucoup moins difficilement gagné de cantons en 2015 (une trentaine), dès lors qu'ils n'avaient aucune chance de conquérir un département, que de mairies (deux listes FN seulement avaient obtenu plus de 50% des voix en 2014, les autres victoires étant consécutives à des triangulaires), et a fortiori de régions (aucune victoire en 2015).

- *un facteur local*: l'écosystème politique de l'ancien bassin minier est particulièrement rétif à ce qu'incarne Macron, tant politiquement que personnellement, des candidats inconnus se bornant à décliner le programme libéral du banquier du Touquet ne pouvaient mobiliser les électeurs de gauche de ces circonscriptions.

2) Les territoires sudistes marqués par une forte porosité entre droite parlementaire et FN

Ces circonscriptions sont moins populaires et plus âgées que celles de l'ancien bassin minier. L'implantation frontiste y est plus ancienne : le FN obtenait autour de 25% des voix dès les législatives de 1997. Et l'immigration y constitue, de loin, la principale motivation du vote.

L'ancien maire de Beaucaire, Jean-Marie André, député de la 2e circonscription du Gard dans les années 1990, affichait des positions de droite sans équivoque et un discours similaire à celui du FN sur de nombreux points. Tout comme l'ancien député de Béziers, Elie Aboud, membre de la droite populaire. En 2012, la candidate FN dans la 2e circonscription des Pyrénées-Orientales s'était, quant à elle, retirée afin de favoriser la réélection du député UMP.

Par conséquent, sur ces territoires, entre droite parlementaire et FN, la porosité est réelle, chez les responsables politiques comme chez une partie des électeurs.

Notons que ces circonscriptions ont accordé une majorité plus étroite à Marine Le Pen que les territoires du nord. Tandis que dans le Pas-de-Calais et le Nord, les nouveaux députés sont peu connus, à l'exception de la présidente du FN, la personnalité des nouveaux élus du Languedoc-Roussillon a considérablement joué dans leur victoire : leur notoriété en premier lieu, leur positionnement à droite, adapté aux caractéristiques politiques de leur circonscription, ainsi que la qualité de leur campagne.

Dans la 6e circonscription de l'Hérault, c'est sur la ville de Béziers qu'Emmanuelle Ménard fait la différence : elle y obtient 6 points de mieux que Marine Le Pen à l'élection présidentielle. La qualité de la gestion municipale de Robert Ménard a payé.

Dans la 2e circonscription du Gard, Gilbert Collard semble avoir davantage bénéficié des abstentionnistes que des reports LR. Comparons les résultats obtenus dans les villes du Grau-du-Roi (fief de la candidate LR) et de Vauvert

(où elle est peu implantée) :

A Vauvert, où le FN a remporté les élections départementales en 2015, la participation augmente entre les deux tours, et Gilbert Collard obtient plus de voix que le total FN/LR du premier tour ; phénomène inverse au Grau-du-Roi, ville LR : la participation diminue et le député sortant ne retrouve pas, tant s'en faut, le total des voix FN/LR du premier tour. C'est la remobilisation du cœur de l'électorat FN qui a assuré la victoire de Gilbert Collard.

A ces succès en Nord-Pas-de-Calais et Languedoc-Roussillon on ne manquera pas d'opposer les déroutes en Picardie et en PACA, où Marine Le Pen était majoritaire dans de nombreuses circonscriptions. Et si Jacques Bompard a été réélu dans le Vaucluse, avec le soutien du FN et de LR au second tour, ce scrutin fut beaucoup plus serré qu'en 2012 : le député sortant qui perd 10.000 voix en cinq ans ne l'emporte qu'avec 50,4% des suffrages exprimés (-8.5 points). Au-delà d'une possible usure du pouvoir (Jacques Bompard a été élu pour la première fois à l'Assemblée nationale depuis 1986 et est maire d'Orange depuis 1995), cette réélection délicate confirme les difficultés de réaliser avec succès une union des droites sur l'ensemble du territoire face aux candidats macronistes.

L'assemblée rêvée du président Macron

Macron a obtenu ce qu'il voulait : une majorité absolue LRM, les ténors LR et PS au tapis, et des députés frontistes et mélenchonistes, les deux fronts irréconciliables dont les fanfaronnades et les outrances rendront de grands services au président de la République qui n'aura de cesse de les désigner comme les seuls vrais opposants pendant cinq ans.

L'affaire Ferrand a permis d'exfiltrer le « généreux » ministre à la tête du groupe parlementaire où son expérience et son autorité seront finalement beaucoup plus utiles à Macron.

Jamais les Français n'auront élu un homme à l'idéologie aussi opposée à leurs valeurs, et au programme en tous points opposé aux aspirations des classes populaires et de la classe moyenne. Les néo-patriciens ont pris le pouvoir. Quant à la plèbe, lasse des promesses non tenues, cherchant désespérément un tribun digne de ce nom capable de lui redonner espoir, elle s'est retirée sur l'Aventin. La participation enregistrée au second tour des législatives est en effet équivalente à celle des européennes en 2014 ! La comédie électorale ne fait plus recette, car l'issue du spectacle est toujours la même.

Etienne Lahyre

28/06/2017

Correspondance Polémia – 3/07/2017

Image : « L'abstention fait la force »